

## L'ESPACE TRIBAL DES ALAOUTITES À L'ÉPREUVE DU POUVOIR

### La désintégration par le politique

La prise du pouvoir par les Alaouites en Syrie marque une rupture profonde avec le passé et l'histoire. Depuis des siècles, l'aire syrienne a été gouvernée, en général depuis Damas, par une bourgeoisie commerçante musulmane sunnite des plus orthodoxes, soumise à l'Empire Ottoman, qui a su par la suite composer, non sans diverses manoeuvres, avec la puissance mandataire avant de profiter de la confusion européenne pour échapper à son emprise et tenter, de façon un peu brouillonne, plusieurs formules de partage oligarchique du pouvoir. Quoi qu'il en soit, Damas demeurait, avec Le Caire, l'un des deux grands pôles de la pensée orthodoxe arabe et musulmane. Quant aux minorités religieuses ou ethniques, Chrétiens, Druzes, Alaouites, Juifs, Kurdes, Arméniens, bien que proportionnellement les plus importantes <sup>1</sup> de la région, ou peut être à cause de cela, elles étaient soigneusement tenues dans un état de marginalité politique et sociale, éloignées géographiquement ou institutionnellement des centres et instruments de pouvoir.

L'erreur fondamentale de la bourgeoisie affairiste et conservatrice sunnite de Syrie est sans doute d'avoir cru que son monopole économique et financier lui garantissait sans risque le contrôle permanent d'un appareil d'État plus conçu comme un lieu d'arbitrage et de représentation que comme un réel instrument de pouvoir. L'appareil de contrainte de l'État, Armée, Police, Administration fiscale ou douanière, avait toujours été dans des mains étrangères et l'on avait bien su s'en accommoder. De fait, il n'était nullement perçu comme un instrument valorisant, facteur de promotion et de contrôle sérieux de la société civile. Les minorités ont su profiter de cette lacune politique et culturelle et, au premier rang d'entre elles, les Alaouites. Hérétiques de l'Islam, méprisés, persécutés, démunis, relégués dans leurs montagnes peu hospitalières surplombant la Méditerranée entre les frontières libanaise et turque, désignés à la vindicte depuis la *fatwa* d'Ibn Taymiya (1268-1328)<sup>2</sup>, les Alaouites ne paraissaient pas les mieux placés pour se lancer à la conquête de l'État syrien. En fait ils n'ont pas eu les hésitations des Chrétiens syriens, en majorité orthodoxes, qui ne bénéficient pas comme les Maronites du Liban d'une solution de repli territorial en cas d'échec. Contrairement aux Druzes, qui sont restés fidèles à leur tradition séculaire de ne jamais se mettre en avant pour ne pas désigner la communauté aux coups, les Alaouites, malgré leur passé et leur passif, ont entrepris de profiter d'une conjoncture favorable qui laissait le pouvoir en partie vacant à l'intérieur du pays et qui, au début des années 50, relativisait le poids de l'Islam dans le monde arabe en faveur d'idéologies peu connotées sur le plan religieux (nationalisme, marxisme).

---

<sup>1</sup> En 1994, la Syrie compte environ 13 millions d'habitants. Les minorités non sunnites et/ou non arabes représentent environ 35% de la population (extrapolations selon la méthode préconisée par Seurat, 1980:92): Alaouites (12%), Chrétiens de diverses obédiences (7%), Kurdes (6%), Druzes (5%), Arméniens (3%), Divers (Juifs, Tcherkesses, Assyriens, etc...environ 2%).

<sup>2</sup> "La guerre sainte est légitime...contre ces sectateurs du sens caché, plus infidèles que les Chrétiens et les Juifs, plus infidèles que les idôlatres, qui ont fait plus de mal à la religion que les Francs...". (Cité par Pipes 1989:434.)

Depuis le coup d'État du 8 mars 1963, la minorité alaouite de Syrie s'est donc progressivement assuré, sous la conduite de l'un des plus discrets mais des plus déterminés de ses membres, le général Hafez el-Assad, un contrôle étroit du pouvoir, de l'appareil civil et militaire de l'État et aussi des ressources économiques et financières du pays. Cette emprise à la fois communautaire et minoritaire n'est ni revendiquée ni même avouée. Elle s'exerce derrière le paravent, parfois avec l'alibi, d'une organisation centralisée et autoritaire mais qui se proclame résolument égalitariste, moderne et progressiste. En fait, elle met en jeu, tant en Syrie même que dans son contexte régional, les ressorts complexes de stratégies et de tactiques communautaires, tribales, claniques et familiales où dominent les rapports d'obligations interpersonnelles. L'édification de ces rapports, ainsi que la sanction de leur respect ou de leur violation, détermine et rythme depuis trente ans la vie publique intérieure mais aussi la politique extérieure de la Syrie qui y gagnent en cohérence et en détermination ce qu'elles y perdent en termes d'ouverture et d'image. Il reste à savoir si cette longue marche au pouvoir de Hafez el-Assad peut conduire à l'intégration de la communauté alaouite dans le pays et dans le siècle, ou si elle porte les germes de sa dissolution et de sa destruction. Car en sortant de son isolement géographique et social pour assumer le pouvoir d'État, la communauté perd ses repères internes, gomme ses différenciations, confrontée au double besoin de faire bloc pour s'imposer à un environnement hostile et de conclure avec cet environnement des alliances permettant de rentabiliser le présent et garantir l'avenir. Elle est bouleversée en son sein par les démarches de légitimation d'élites nouvelles, dynamiques et conquérantes, bousculant les cadres traditionnels qui puisaient leur pouvoir dans une capacité à gérer des réseaux de soumission et de transaction avec un extérieur dominateur. À mesure que s'affermir, s'étend, mais aussi se disperse le pouvoir alaouite sur l'ensemble du pays, la segmentation tribale de la communauté, fondée sur un état donné d'occupation physique d'un terrain précis, s'estompe au profit d'une segmentation en clans, voire en familles, dont les réseaux de solidarités et d'alliances dépassent les limites traditionnelles internes et externes de la communauté dans un contexte d'accès au pouvoir d'État et aux rentes économiques et politiques qui y sont liées <sup>3</sup>. Au terme d'une histoire presque millénaire d'isolement, de soumission et de discrétion, les Alaouites sont entrés dans le siècle, mais à quel prix pour leur identité et leur devenir ?

### Repères

Dans les années 860, Ibn Nosayr, originaire de Bassorah et disciple du dixième imam chiite Ali al-Hadi, entre en dissidence et prêche une foi chiite extrémiste divinisant Ali <sup>4</sup> au sein d'une sorte de trinité dont Mahomet et son compagnon Salman sont les autres pôles. Fuyant l'Irak, les disciples de Ibn Nosayr sont récupérés par les Hamdanides de Alep qui trouvent expédient de les envoyer stimuler le zèle des tribus vivant aux marches de l'Empire Byzantin en Syrie du Nord. La prédication d'Ibn Nosayr rencontrera un succès inespéré parmi ces populations mal islamisées, encore fortement imprégnées de christianisme oriental chez qui son mysticisme, son culte du martyr et sa doctrine trinitaire provoquent des échos familiers. Il en résultera un syncrétisme mystique incorporant des éléments du chiisme le plus extrême, du christianisme byzantin et de paganisme ou de panthéisme hellénistique.

---

<sup>3</sup> Si l'on prend cette évolution en considération, les controverses entre Perthes (1992:105-113) et Landis (1993:143-151) ou entre Pipes (1989:429-450) et Sadowsky (1988:168), que l'auteur n'a ni vocation ni surtout autorité à trancher, peuvent apparaître comme la vision d'un même phénomène selon deux perspectives différentes.

<sup>4</sup> D'où le nom d'Alaouites qui leur a été donné par les Sunnites (*Alawiyyîn*, partisans de Ali); comme il a été donné, sans qu'il y ait aucun lien entre eux, à l'actuelle dynastie filalienne marocaine qui revendique sa descendance au Prophète via Abdallah Kamil, l'un des arrière petit fils de Ali et Fatima, qui serait venu s'installer au Tafilalet. Selon les périodes, les Alaouites de Syrie se désignent eux-mêmes sous le nom d'Alaouites quand ils souhaitent entretenir la confusion sur leur appartenance à l'Islam chiite ou sous celui de Nosairis quand ils entendent être clairement distingués des Musulmans.

La constitution des royaumes francs, qui jouaient sur les divisions locales, a favorisé localement l'adhésion au Nosairisme et son implantation durable dans le nord-ouest de la Syrie, mais la répression qui a suivi la reconquête musulmane n'en a été que plus féroce. Traqués en tant que traîtres et apostats, les membres des tribus alaoutisées de Syrie se réfugient dans les montagnes surplombant Lattaquieh où elles vivent en retrait du reste du pays, tributaires d'une maigre agriculture de subsistance, en butte à de permanentes persécutions politiques et religieuses, entretenant des relations de dépendance difficile avec les villes de la côte et de l'intérieur. Cette situation, émaillée d'affrontements sporadiques et toujours sanglants avec les autorités de droit ou de fait, durera jusqu'à l'effondrement de l'Empire Ottoman. Des expéditions punitives de Baïbars vers 1360 à l'établissement du mandat français en 1920, les Alaouites se sont figés en collectivités défensives régulièrement décimées dans toutes les hauteurs de la montagne côtière qui s'étend de Tartous à Alexandrette, ne descendant dans la plaine que pour louer leurs services comme ouvriers agricoles ou vendre leurs filles comme servantes <sup>5</sup>. Ce régime de persécutions religieuses et sociales conduit la communauté à se réfugier, comme les Druzes, dans l'hermétisme et la dissimulation. Les secrets ultimes de la religion sont réservés à une petite classe d'initiés et l'ensemble de la communauté intègre au plus haut degré la pratique de la *taqiya* <sup>6</sup> qui peut aller jusqu'au reniement public de l'appartenance à la communauté et la reconnaissance de l'appartenance à la religion dominante. Cependant contrairement aux Druzes, les Alaouites ne refusent pas les alliances matrimoniales hors de la communauté et même les encouragent quand elles peuvent lui profiter.

On retrouve chez les Alaouites de Syrie toutes les formes les plus classiques des sociétés côtières sédentarisées de la Méditerranée. La structure de base de la communauté est la famille (*ahl*) au sens élargi, sur laquelle règne sans partage l'autorité patriarcale. La famille est elle-même membre d'un clan (*'ashîra*) regroupant plusieurs familles alliées, qui est la véritable unité de base de la communauté en laquelle on se reconnaît principalement. Ces clans informels sont, regroupés par agrégation ou seuls suivant leur importance, constitutifs d'une tribu (*qabila*) dont l'existence est plus liée aux relations d'alliance et aux solidarités de voisinage qu'à la référence à un lignage attesté ou mythique commun. La sédentarité des Alaouites explique évidemment que, contrairement aux nomades, ils se réfèrent plus au sol qu'au sang et, dans la pratique courante, l'Alaouite se réfère essentiellement à son "village", entité à la fois humaine et géographique, lieu géométrique de ses relations affectives et sécuritaires. La tribu est dominée par un *sheikh* "temporel" dont l'autorité ne se confond pas avec celle des chefs religieux. Enfin, la plupart des tribus alaouites sont regroupées en quatre grandes "fédérations" (*ahlaf*) dont la segmentation, perpendiculaire à la côte, paraît essentiellement due aux contraintes locales de la géographie physique qui conditionnent l'orientation des voies de communication et a contribué à donner des caractéristiques communes aux tribus qui les constituent <sup>7</sup> :

- Les Haddâdîn dans la région de Dreikish et Safita,
- Les Khayyâtîn dans la région de Qadmus et Marqab,
- Les Matawira dans la région de Matwa et Aïn Sharqiyyah,

---

<sup>5</sup> Jusqu'aux années 60, les familles aisées des grandes villes de Syrie et du Liban "embauchaient" comme bonnes à tout faire des fillettes alaouites dès l'âge de huit ou dix ans. L'enfant étant mineur, une somme forfaitaire était versée, au titre de sa rémunération et pour solde de tout compte, au père ou au représentant légal qui abandonnait de facto tout élément de puissance parentale au profit de l'employeur. Prise en charge, mais non rémunérée, par la famille d'accueil, l'enfant entrait alors dans une vie de quasi-esclavage. La mémoire collective de cette pratique séculaire courante, que l'on se garde bien d'évoquer aujourd'hui, a pesé extrêmement lourd dans les formes de l'établissement du pouvoir alaouite en Syrie et dans son comportement au Liban.

<sup>6</sup> La *taqiya* (aussi connue sous le nom persan de *ketman*) est, très grossièrement, la faculté laissée au croyant de dissimuler son appartenance ainsi que de mentir ou de ne pas tenir ses engagements pour protéger la collectivité ou sa propre personne en tant que membre de la communauté.

<sup>7</sup> Voir carte en annexe 1.

- Les Jurûd <sup>8</sup> dans le triangle Qardaha-Slenfé-Alexandrette, fédération dont la tribu des Kalbiyyeh, la plus importante en nombre, est celle de Hafez el-Assad qui appartient au clan des Karahil <sup>9</sup>.

Ces quatre fédérations regroupent environ 80% des Alaouites de Syrie, les autres se répartissant en tribus au rattachement incertain comme les Bichraghiyyah (du nom de la région de Bichragh dont ils sont les habitants, qui marque la limite entre les tribus du nord du Djebel alaouite et celles du sud aux pratiques religieuses et sociales légèrement différentes) ou en sortes de confréries à vocation plus religieuse que sociale comme les Murchidiyyin ou les Hawakhissa. D'une manière générale, la notion de tribu chez les Alaouites, agriculteurs attachés à leur terroir, apparaît donc plus liée à l'établissement de liens de solidarité et de protection réciproques entre familles élargies voisines qu'à des références communes à des ancêtres ou des passés mythiques qui sont le fondement du tribalisme nomade des pasteurs dans l'hinterland steppique <sup>10</sup>. Il en résulte une certaine perméabilité et un flou des contours, un caractère mouvant des critères de légitimité, une grande disponibilité aux modifications des systèmes d'alliances ou d'antagonismes.

A la tête de la communauté on trouve traditionnellement un "Conseil communautaire des Alaouites" (*Majlis al-Milli*) qui paraît tenir plus d'un conseil de famille consultatif que d'une autorité exécutive ou contraignante. Composé de dix-huit membres cooptés parmi les *cheikhs* religieux et temporels des différentes tribus, il rend les grands arbitrages et définit les lignes de conduite générales de la communauté. Sa composition est en principe secrète et il se réunit de façon informelle. Son importance paraît avoir fortement diminué à mesure que se développait le pouvoir personnel de Hafez el-Assad pour lequel a été créé le siège inédit de Président d'honneur.

L'instauration du mandat français en 1920 introduit une rupture brutale dans l'ordre interne de la communauté et dans ses rapports avec le reste du pays. Elle pose en fait les bases de la future accession au pouvoir de la communauté. Le 31 août 1920, la France, fidèle à sa politique de protection des minorités et soucieuse de se prémunir contre un "empire arabe" en jouant sur les divisions régionales, crée le Territoire autonome des Alaouites auquel font pendant diverses entités minoritaires chrétienne ( Liban) et druze (Djebel Druze). Un grand nombre de notables alaouites se rallient avec enthousiasme à l'idée d'une indépendance par rapport à la Syrie sunnite et, malgré quelques fausses notes comme la révolte de 1921 menée par cheikh Saleh al-Alawi, ils iront, en comparant leur sort à celui des Juifs de Palestine, jusqu'à élaborer en 1936 une déclaration de refus de rattachement à la Syrie à laquelle plusieurs centaines d'entre eux, dont le grand-père du Président, souscrivent. Sur le plan religieux et juridique, l'autorité mandataire essaie d'appliquer les principes qu'elle met en oeuvre dans ses autres possessions arabes. Le trop petit nombre et le manque de formation des cadres locaux conduisent, par une assimilation abusive des Alaouites au chiisme, à faire appel à des experts en matière religieuse et de statut personnel issus des communautés chiïtes du sud du Liban. Ils se sont plutôt bien adaptés, en laissant à la fois leur empreinte et quelques systèmes de relations utiles pour l'avenir quand le désordre interne du Liban conduira la Syrie dominée par des Alaouites à y rendre des arbitrages entre les communautés. C'est auprès de leur chef charismatique, l'Imam Moussa Sadr, que Hafez el-Assad avait d'ailleurs été se faire délivrer , au début des années 70, des brevets

<sup>8</sup> Littéralement, "ceux qui habitent le *jurd* (zone de la montagne où rien ne pousse)". De fait, avec la cession du Sandjak, cette confédération s'est trouvée pratiquement réduite en territoire syrien à sa composante Kalbiyyeh sous le nom desquels on la désigne usuellement..

<sup>9</sup> Une légende tenace veut que Hafez el-Assad se rattache au clan Noumeïtila de la confédération des Matawira, sans doute parce que ces derniers ont été les premiers de la communauté à investir les circuits de pouvoir en Syrie et qu'il était alors inconcevable qu'un Kalbiyyeh pût avoir des prétentions à ce sujet. On remarque aussi que Qardaha, village situé à l'extrémité sud du territoire des Jurûd, à quelques kilomètres de Matwa, est limitrophe du territoire des Matawiras. La même confusion s'attache à d'autres responsables actuels du régime (Mohammed el-Khouli, Ali Aslan). Voir sur ce point Le Gac (1991:78-79).

<sup>10</sup> Sur le passage d'un référentiel de solidarité à l'autre, voir Khalaf (1993:178-194)

d'appartenance de la communauté alaouite à l'Islam chiite (Kramer, 1987:246 sqq.). Enfin, toujours soucieux de s'appuyer sur les minorités pour faire pièce au pouvoir sunnite de Damas, les Français favorisent et organisent la scolarisation, jusque là presque inconnue, des enfants des communautés minoritaires et poussent les plus brillants d'entre eux vers les carrières administratives et, en particulier, le métier des armes.

La confusion européenne au lendemain de la seconde guerre mondiale, le départ sans gloire de la puissance mandataire, suivi peu après de l'affrontement généralisé avec l'État juif nouvellement créé, a contraint la communauté alaouite dans son ensemble à revoir son système d'insertion dans le contexte régional selon trois grandes lignes directrices :

- Les effondrements successifs de l'Empire Ottoman puis des grands États d'Europe intéressés au Levant ont prouvé qu'aucune puissance extérieure à la région ne peut garantir durablement la survie d'une entité alaouite autonome ou indépendante. La communauté doit donc accepter de vivre à l'état de minorité dans l'ensemble arabe et musulman. Cette considération condamnait les notables qui s'étaient ouvertement prononcés, presque en totalité, pour une indépendance sous protection française et, en les dévalorisant, conduisit dans un premier temps et par défaut au renforcement du pouvoir des responsables religieux de la communauté qui avaient eu la prudence de ne pas s'engager sur ce terrain, puis à l'émergence rapide de *cheikhs* tribaux plus jeunes et plus dynamiques que ne le voulait la coutume.

- L'Islam sunnite demeurant l'adversaire principal, il convenait d'en neutraliser la menace en faisant si possible reconnaître la communauté comme musulmane en "gommant" sa spécificité, donc en adoptant en toutes circonstances des postures qui ne prêtent le flanc à aucune critique tant sur le plan de la religion que de l'arabisme. Cette stratégie conduira la communauté et ses leaders à des positions maximalistes sur tous les dossiers régionaux et internationaux concernant la question nationale arabe et les problèmes musulmans. Ils seront toujours, parfois jusqu'à la caricature, à la pointe des causes du monde arabe et les derniers à faire des concessions dans ce domaine, après que tous les responsables sunnites auront montré l'exemple.

- Enfin il convient de s'assurer le contrôle de l'État syrien afin de se prémunir, puisqu'il va bien falloir vivre avec eux, contre la vindicte prévisible des notables sunnites locaux ou étrangers, contre leur volonté latente d'islamiser les institutions ou de fondre le pays dans un vaste ensemble "arabo-musulman" <sup>11</sup>. Ce contrôle de l'État doit viser essentiellement celui de son appareil de contrainte et tendre à dissocier par tous les moyens le concept d'arabisme de celui d'Islam, en tous cas d'Islam sunnite.

### **La prise du pouvoir**

C'est dans ce contexte et en fonction de ces principes que de jeunes responsables civils et militaires alaouites vont s'emparer du pouvoir en février 1966. Sans verser dans une explication conspiratoire de l'histoire <sup>12</sup>, on doit constater qu'ils s'y sont longuement préparés. L'initiative en est venue principalement du nord de la région alaouite, c'est-à-dire de la confédération des Jurûd, probablement pour la double raison qu'ils étaient à la fois les plus humbles de la communauté et les plus exposés au voisinage turc. Dès 1933, Zaki al-Arsouzi, Alaouite d'Alexandrette, fonde une "Ligue d'action nationale" qui se veut nationaliste et

---

<sup>11</sup> Il convient de noter que de 1946 à 1958, sous la pression des diplomaties anglo-saxonnes pour la constitution d'un Pacte anti-soviétique ancré à Bagdad et pour la protection des accès aux ressources pétrolières, le Moyen Orient était dominé par les faits séoudite et hachémite. L'édification d'un grand "Royaume arabe" était encore un mythe vivace et la seule alternative offerte était le ralliement, à partir de 1952, au panarabisme nassérien peu sensible aux intérêts minoritaires.

<sup>12</sup> Plusieurs auteurs cités par Pipes (1989:429) font allusion à des réunions "secrètes" tenues dans les années 60 entre responsables civils, militaires et religieux de la communauté pour mettre au point une stratégie clandestine de prise et de gestion du pouvoir organisée dans ses moindres détails. L'impartialité de ces auteurs -quand ils ne se réfugient pas dans l'anonymat - est cependant sujette à caution et ils n'apportent guère d'éléments incontestables permettant d'étayer l'idée d'une démarche aussi élaborée.

socialiste sur le modèle des partis fascistes européens, comme le feront peu après les Maronites avec les "Phalanges" de Pierre Gemayel et les Grecs-orthodoxes avec le Parti Populaire Syrien d'Antoun Saadé. Au-delà de ses objectifs affichés d'indépendance, de réveil culturel et de panarabisme, la Ligue se veut intégratrice. Il s'agit, comme pour le P.P.S., de substituer à la référence religieuse une référence nationale qui permettrait à la minorité de ne plus voir son existence sociale et politique contestée sur une base religieuse. Arsouzi se heurte à la fois aux Français, aux Turcs à qui la puissance mandataire cède en 1939 le Sandjak d'Alexandrette, mais aussi aux notables indépendantistes alaouites des autres confédérations et au pouvoir bourgeois de Damas. Ses idées font cependant leur chemin chez les jeunes Alaouites du nord et chez les Druzes tandis que leur volet social séduit les jeunes Sunnites des provinces périphériques, "oubliés" eux aussi du développement industriel et commerçant des villes. Fin 1940, Arsouzi quitte la Ligue, maintenant exclusivement tournée vers la contestation de l'occupation turque du Sandjak, et crée à Damas une première version d'un "*Baath al-Arabi*" (Parti de la résurrection arabe), avec une idéologie similaire à celle initiale de la Ligue. Il ne rencontre guère de succès dans la capitale et se retire en 1942 à Lattaquieh où son influence morale reste très grande et d'où il poussera ses jeunes coreligionnaires à adhérer massivement au nouveau Baath, totalement inspiré du sien, que fondent en 1943 le Chrétien Michel Aflaq et le Sunnite Salaheddin Bitar. Panarabe, nationaliste, laïque, social, le Baath séduit à la fois les minorités non musulmanes ou dissidentes de l'Islam et nombre de ruraux musulmans orthodoxes face à l'hégémonie de la bourgeoisie sunnite. Son caractère authentiquement arabe le rend plus attractif et moins sujet à controverse que le "syrianisme" réducteur du P.P.S. ou l'athéisme importé du P.C., autres refuges idéologiques et militants des minoritaires. Pendant vingt ans, le Parti va être patiemment infiltré puis instrumentalisé par les Alaouites au détriment des autres groupes qui le composent (Chrétiens, Druzes, Ismaéliens, Sunnites provinciaux) pour prendre le contrôle de l'appareil militaire, puis politique et enfin économique et financier de l'État syrien.

Là encore, le rôle des Jurûd et, en leur sein, celui des Kalbiyyeh et de la famille Assad est déterminant. Originaire du bourg de Qardaha, la famille Assad, sans être pauvre, vit modestement de l'agriculture. Le père, Ali ben Sleiman, a voulu sortir de sa condition mais n'en a guère les moyens. Comme la plupart des Jurûd, il ne dispose ni des réseaux d'affaires dont bénéficient les Shamsites<sup>13</sup>, ni des réseaux de pouvoir en général accaparés par les Matawira. Après la tentative familiale infructueuse de donner des signes d'allégeance aux Français, il mise tout sur ses fils pour lesquels il consentira de lourds sacrifices en vue de leur assurer une instruction la plus complète possible. Intelligent et rusé, discret et opiniâtre, doté d'une force physique peu commune, Hafez el-Assad, né en 1930, adhère au Parti Baath alors qu'il est encore lycéen sur l'instigation de Zaki Arsouzi et de son disciple Wahib Ghanem, également Alaouite d'Alexandrette, qui est un ami de la famille. Après avoir animé la section étudiante du parti au lycée de Lattaquieh, où il rencontre beaucoup de ceux qui seront ses compagnons de route, Hafez el-Assad passe son baccalauréat à Banyas puis se présente à l'école des officiers de Homs en 1950. Nanti de ses épaulettes de sous-lieutenant, il choisit l'aviation et rejoint en 1952 la toute nouvelle école de l'air d'Alep. Comme au lycée, il noue dans ces deux écoles les liens d'amitié, de confiance et de solidarité de promotion, les "réseaux", qui le conduiront au pouvoir. Si dans son environnement les Alaouites comme son "co-pilote" Mohammad el-Khouli dominant, Assad sait aussi rechercher l'amitié de Sunnites modestes, provinciaux, hostiles aux bourgeois damascènes comme Naji Jamil, originaire de Deir ez-Zor - son équipier à l'École de l'Air dont il fera son premier coordinateur des services de sécurité - ou Moustafa Tlass, né à

---

<sup>13</sup> Les quatre grandes confédérations alaouites se partagent en "shamsites" (Haddâdîn, Khayyâtîn) et en "Qamarites" (Jurûd, Matawira) suivant des considérations subtiles sur l'importance religieuse respective qu'ils accordent au Soleil (*shams*) et à la Lune (*qamar*). Lors de sa brève existence sous le mandat français, l'État des Alaouites s'était doté d'un drapeau représentant un soleil flamboyant sur fond blanc, témoignant à la fois une distance par rapport aux couleurs et symboles traditionnels de l'Islam et la dominance des confédérations du sud.

Rastan - son compagnon à l'Ecole de Homs - qui deviendra son inamovible ministre de la Défense - assez forts pour l'aider, pas assez pour lui nuire...

On voit déjà se dessiner l'esquisse du dispositif ternaire qui reste encore aujourd'hui le schéma de base de toutes les stratégies du Président syrien, toujours entouré de trois cercles concentriques constitués chacun de trois éléments fidèles à sa personne et rivaux entre eux, donc manipulables. Si les Kalbiyyeh sont bien représentés dans son entourage, il sait qu'il lui faut composer avec les autres tribus alaouites qui ne verraient certainement pas d'un bon oeil l'un des moins prestigieux d'entre eux monopoliser le devenir communautaire. Il se lie donc à des représentants d'autres tribus comme Mohammed Omran (jeune *cheikh* d'un des clans les plus prestigieux des Haddâdîn) et Salah Jedid (du plus puissant des clans Matawira à l'époque), avec lesquels il formera en 1960 le noyau d'un comité militaire hostile à l'union avec l'Egypte, ou Mohammed el-Khouli (Haddâdîn), qui sera le chef de son premier "service de renseignements" personnel quand il sera lui-même le chef de l'armée de l'air. En 1958, il épouse Anisseh Makhlouf, d'une famille aisée de la prestigieuse confédération des Haddâdîn. Elle lui donnera cinq enfants et la collaboration fidèle de tout son clan puisque Adnan Makhlouf, son plus proche cousin, est depuis plus de vingt ans le chef de la garde présidentielle.

Quand, confrontés à la double pression des Anglo-Saxons pour un alignement de la Syrie sur le Pacte de Baghdad et des jeunes officiers subalternes pour une politique encore plus indépendante et nationaliste, les dirigeants bourgeois de Damas, soutenus par la "vieille garde" du Baath, s'en remettent à la tutelle de l'Égypte nassérienne le 12 janvier 1958, les Alaouites comprennent vite qu'ils sont victimes d'un marché de dupes. Rapidement confirmés dans cette opinion par les maladroites de l'administration égyptienne qui les marginalise aussi bien en tant que minorité que dans leurs privilèges de fonction si difficilement acquis, ils entreprennent une série de manoeuvres souterraines pour sortir de l'union qui reçoivent vite l'adhésion de tous les laissés pour compte de l'unité. Le comité militaire clandestin, alors constitué autour de Omrane, Jedid et Assad, va devenir pour presque dix ans le creuset où va s'élaborer la prise du pouvoir par les prétoriens alaouites aux dépens des Sunnites de Damas d'abord, puis des politiciens du Baath et enfin des "aventuristes" de la communauté. Hafez el-Assad et ses fidèles y développent jusqu'au raffinement l'art de l'action clandestine, les vertus de la patience et de la discrétion, l'habileté des manipulations complexes.

Le 28 septembre 1961, un premier coup d'État militaire à Damas prononce la rupture avec Le Caire et rétablit une République bourgeoise dominée par ses éléments traditionnels contre lesquels la réaction égyptienne ne peut qu'être mesurée. Le 8 mars 1963, un second prononciamiento militaire conduit par le capitaine druze Salim Hatoum renverse le régime civil, rappelle les officiers limogés, dont Hafez el-Assad, pendant la période unioniste ou la république "sécessionniste" et remet le pouvoir au parti Baath renforcé par sa prise du pouvoir en Irak un mois plus tôt. L'armée passe cependant sous le contrôle du comité militaire animé par les Alaouites. Devenu chef de l'Armée de l'Air, Assad y met sur pied, dès 1963 et dans la plus stricte illégalité, un service de renseignements efficace relayé dès 1965 au niveau de l'action par une milice au statut ambigu, les Détachements de Défense (*saraya ad-difaa*) qu'il confie à son frère Rifaat, passé en 1962 de l'administration des douanes au service de l'Armée. Le 23 février 1966, un nouveau putsch militaire chasse la vieille garde politique du Baath. Le Chrétien Aflaq et le Sunnite Bitar prennent le chemin de l'exil, remplacés par l'aile gauchiste du Parti pilotée par des militaires populistes sous la direction de Salah Jedid. Ce dernier commet l'erreur des bourgeois damascènes en abandonnant le contrôle de l'armée pour se consacrer à une action politique qu'il veut résolument socialiste et nationaliste sans référence réelle aux intérêts particuliers de sa communauté. Hafez el-Assad devient ministre de la Défense et asseoit son emprise sur l'Armée, laissant son rival s'user en projets généreux et utopiques, sans omettre de saisir toute occasion de saper subtilement son pouvoir et ses plans. Le 25 février 1969, l'Armée prend le contrôle du pays et, sans chasser Salah Jedid, l'oblige à mettre un terme à ses expériences progressistes devenues impopulaires et à son monopole sur les décisions politiques en rappelant aux affaires des membres de l'establishment traditionnel ainsi que des ténors de diverses formations politiques.

Jouant sur ce pluralisme qu'il a suscité, Hafez el-Assad, sans apparaître personnellement, fait prononcer le 12 novembre 1970 la destitution de Jedid, l'arrestation des officiers qui lui sont encore hostiles et prend enfin le contrôle de l'État qui lui sera officiellement confié début 1971 par son accession à la Présidence largement plébiscitée.

### **Le contrôle de la société et de l'espace territorial**

Salah Jedid et ses compagnons politiques du comité exécutif du Parti, qu'ils soient alaouites comme Youssef Zouayyen et Ibrahim Makhos, ou sunnites progressistes comme Nureddin Atassi, véhiculaient somme toute une vision optimiste de la société syrienne où ils pensaient pouvoir obtenir l'intégration des marginaux communautaires et économiques en faisant appel à des concepts d'égalitarisme dans le champ social et de neutralisme dans le champ religieux. Issu de la frange la plus défavorisée de sa communauté, Hafez el-Assad n'a, semble-t-il, jamais cru à cette démarche qu'il juge de surcroît dangereuse puisqu'elle conduit en effet les minoritaires, en particulier les Alaouites, à propager et imposer des doctrines importées qui ne font que creuser le fossé avec la majorité sunnite et justifier les soupçons d'irrégularité qui pèsent sur la communauté en la désignant aux coups. Il fera payer très cher ce risque encouru en enfermant à vie ses prédécesseurs dans les cachots de Mezze et en laissant planer sur leur sort une incertitude entretenue afin que nul n'oublie <sup>14</sup>.

Marqué par les nombreuses difficultés de son parcours, le nouveau Président ne présume pas la bonne volonté, la générosité ou la rationalité des autres, fussent-ils de sa communauté. Loin de toute préoccupation doctrinaire ou dogmatique, sa démarche est essentiellement méfiante et pragmatique. Elle vise à l'établissement d'une série d'équilibres et de déséquilibres successifs où sa position relative et celle de la communauté sont sans cesse renforcées avec un minimum de visibilité <sup>15</sup>. Il s'agit en fait d'opérer une nouvelle donne politique et sociale inversant les hiérarchies où les Kalbiyyeh deviendraient dominants chez les Alaouites, les Alaouites dominants dans la société syrienne et la Syrie dominante dans l'ensemble arabe, chaque renversement garantissant la pérennité du précédent. La réalisation de ce programme ne pouvait être acquise par l'instauration d'une simple dictature, qui n'aurait fait que creuser le fossé entre la communauté et son environnement, et que Assad savait promise au sort commun de ce genre de régime dans la région. Seule une "révolution blanche", politique, économique, culturelle et sociale pouvait permettre de parvenir au but recherché. L'idéologie du Parti Baath, avec son contenu unitaire, nationaliste, laïque et social se prêtait particulièrement bien à ce projet. Pendant vingt-cinq ans la Syrie vivra donc une série de transformations discrètes mais continues qui vont en modifier profondément les structures.

Dès son accession au pouvoir, Assad renforce rapidement l'emprise alaouite sur l'appareil de contrainte de l'État. Le recrutement et les promotions dans l'Armée favorisent massivement la communauté au détriment des Sunnites mais aussi des autres minorités. Le nouveau pouvoir n'entend pas donner l'image d'un fédérateur des intérêts minoritaires dans une région agitée par ce problème. Afin de contrôler l'Armée au recrutement malgré tout hétérogène, le Président favorise la création de forces spéciales ou de forces paramilitaires de composition quasi exclusivement alaouite et confiées au commandement de proches : brigades de défense (*saraya ad-difaa*, littéralement : "détachements" de défense) de Rifaat el-Assad son frère, brigades de lutte (*saraya as-siraa*) de Adnan el-Assad, son neveu, Forces spéciales (*quwwat khassa*) de Ali Haydar, d'un clan Haydar des Khayyâtîn allié aux Kalbiyyeh comme le sont les Makhlof chez les Haddâdîn, etc... Les unités les plus puissantes et les plus proches de Damas, traditionnellement instruments des putsch, sont confiées à des Alaouites en respectant toutefois,

<sup>14</sup> La mort de Salah Jedid en détention a été annoncée en 1990 sans que l'on puisse la dater avec exactitude. Récemment élargi pour "raisons humanitaires", Nureddin al-Atassi est mort quelques semaines après sa libération.

<sup>15</sup> Cette virtuosité de funambule, qui faisait l'admiration de Henry Kissinger, a largement contribué à donner à la Syrie un poids régional et international disproportionné par rapport à ses capacités réelles..



prudence oblige, une certaine diversité tribale ; ainsi la première brigade blindée <sup>16</sup> passe sous le commandement de Ibrahim Safi (Khayyâtîn) et la troisième aux ordres de Chafiq Fayyad (Kalbiyyeh, proche des Assad bien que d'un clan plus prestigieux). Parallèlement, on assiste à une prolifération sans précédent de "services de renseignements" (*moukhabarat*) qui sont en fait des appareils de sécurité au service quasi personnel de chacun des grands du régime, traquant l'opposition mais aussi se surveillant les uns les autres.

Bien que l'appareil de défense soit dominant dans l'État syrien qui lui consacre depuis 1948 près de la moitié de son budget, le contrôle alaouite instauré par Hafez el-Assad ne s'arrête pas à l'Armée. Progressivement, tout l'appareil politique et administratif du pays voit augmenter substantiellement la part de la communauté dans son animation. C'est d'abord le Parti Baath, déjà fortement infiltré, qui, de congrès en congrès, se retrouve avec la moitié des sièges de son commandement occupés par des Alaouites. Outre son importance propre, cette donnée rejaille sur la composition de l'appareil législatif puisque, aux termes de la Constitution de 1973, la moitié des membres du Parlement sont désignés "parmi les ouvriers et paysans méritants"...donc membres du Parti et choisis par lui, ce qui en fait un lieu d'exercice privilégié du clientélisme communautaire. L'administration territoriale n'échappe pas au mouvement. Depuis le début des années 1980, un tiers des gouvernorats est en moyenne attribué à des Alaouites, en général où se posent, ou peuvent se poser, les problèmes du moment. En 1990, cinq Gouverneurs de provinces (*Mohafez*) sur quatorze appartenaient à la communauté ; ceux du pays alaouite, Lattaquieh et Idlib, mais aussi celui de Raqqa, qui contrôle les Kurdes et la région agricole de Tabqa, celui de Deraa qui contrôle la frontière jordanienne, celui de Damas-campagne, qui contrôle l'approvisionnement et les accès de la capitale. Les ministères considérés comme sensibles ou influents (Justice, Finances, Information, Education) sont également sous la tutelle communautaire. A titre d'exemple, à la fin des années 80, dans les quatorze facultés de l'Université de Damas, fief traditionnel de la bourgeoisie sunnite, 7 doyens et 5 vice-doyens administratifs étaient Alaouites ; la section universitaire du Parti était présidée par Nawwaf Makhlof, de la belle famille du Président, et la "Ligue des diplômés de l'enseignement supérieur", présidée par Rifaat el-Assad, avait son siège à la rédaction du journal "*Al-Fursan*", organe des Brigades de Défense... Les ministres de l'Information, Ahmad Iskandar Ahmad jusqu'à sa mort en 1983 puis Mohammed Salman, sont des proches du chef de l'État, Kalbiyyeh comme lui. Domaines délicats, la Justice et le Barreau ont fait l'objet d'un traitement spécial. Les postes les plus en vue ont été laissés à des Sunnites qui ne peuvent ainsi se plaindre d'atteinte à l'indépendance du pouvoir judiciaire et doivent en assumer l'impopularité éventuelle mais ils sont solidement "marqués" par des adjoints alaouites <sup>17</sup>. La gestion des cultes paraît elle-même ne pas échapper à cette logique communautaire puisque, par ce qu'il est difficile de considérer comme une simple coïncidence, la charge de "Mufti de la République" est maintenant systématiquement confiée à un Imam kurde.

Enfin et surtout, le pouvoir alaouite récupère à son profit la mainmise de l'État sur l'économie et les finances du pays. En 1945, celles-ci sont aux mains de quatre ou cinq mille familles <sup>18</sup> de la bourgeoisie sunnite et chrétienne se répartissant à peu près également en grands propriétaires terriens, en entrepreneurs locaux et en opérateurs sur les marchés d'exportation et d'importation qui, après avoir profité des conséquences locales de la période de guerre mondiale, bâtissent des fortunes considérables sur l'expansion d'après-guerre. Les inégalités criantes résultant de cette concentration de la richesse nationale suscitent dès le début des années soixante une réaction sociale d'autant plus efficace que la classe possédante est profondément

<sup>16</sup> L'échelon divisionnaire n'est apparu que très tardivement dans l'armée syrienne qui jusqu'au milieu des années 1980 comptait 11 brigades (4 blindées et 7 mécanisées) organisées sur le modèle soviétique.

<sup>17</sup> Sur l'application généralisée de ce système de surveillance croisée, Hinnebusch observe: (1990:160): "This alawi network is a key political cement that links the three main power centers of the regime..."

<sup>18</sup> Citant Petran (1972:85), Bahout (1994:11) donne le chiffre de 3000 familles. La relecture des registres du commerce et des métiers de l'époque considérée (années 50) conduit à réévaluer un peu ce chiffre.

divisée, les bénéficiaires de la rente terrienne s'opposant aux entrepreneurs et ces derniers ayant des intérêts divergents avec les importateurs. En 1961, sous impulsion égyptienne, une large réforme agraire et un vaste train de nationalisations sont entrepris. La rupture avec l'Égypte verra la remise en cause des nationalisations dans le secteur industriel mais, dès la prise du pouvoir par le Baath et surtout à partir de 1965, un train de mesures socialisantes et dirigistes, supposées corriger les inégalités et conformes à "l'air du temps", contribuent à transférer sous la tutelle de l'État ou son administration directe, une part importante des entreprises industrielles, des banques et sociétés de crédit et d'assurances. Au cours du deuxième plan quinquennal (1966-1970), Salah Jedid accélère et accentue le processus en un mouvement dont le ressentiment communautaire n'est pas absent puisque les Alaouites étaient parmi les exclus de l'enrichissement du pays. Plus que le fond des réformes, c'est leur forme qui choque la bourgeoisie citadine ainsi que les petits entrepreneurs et commerçants. De fait l'État ne s'approprie que des secteurs d'activité qui sont hors de la portée des investisseurs privés (mines, pétroles, énergie, etc...) et la part globale du secteur public dans le produit de l'économie n'atteint "que" 60% environ en 1969, mais son intervention brutale dans les rapports juridiques internes de l'appareil de production, son soutien aux syndicats agricoles et ouvriers contre les propriétaires et entrepreneurs, ses oukases dans la fixation des salaires et des prix, les restrictions drastiques auxquelles il soumet les importations effraient la société marchande (Hinnebusch, 1990:136). Le mouvement se développe avec les conséquences classiques d'une fuite des capitaux, parfois avec leurs détenteurs, et d'une chute dramatique de la production intérieure. Assad n'aura aucun mal à convaincre en prônant contre son rival, politiquement affaibli par le désastre militaire de 1967, les principes d'un assouplissement au moins partiel de l'interventionnisme étatique sur l'économie.

Parvenu au pouvoir, il calme le jeu en se gardant bien de toucher à l'essentiel. En effet, dans les années 1970, la part du secteur public représenté par environ 140 organisations d'État devient largement dominante dans presque tous les domaines de l'appareil de production intérieure<sup>19</sup> et contribue en 1974 pour 75% à la formation de capital (Longuenesse, 1980:346). Il gère 80% des opérations de commerce extérieur et l'intégralité du système bancaire et d'assurance. S'il rend une certaine autonomie aux propriétaires agricoles, commerçants et PMI-PME (Longuenesse, 1980:345-346), l'État qu'il dirige conserve les trois-quarts du potentiel économique national qui vont être peu à peu transférés à des Alaouites et à leurs clients. Il est évident que ceux-ci ne sont pas alors prêts à assumer ce transfert qui, au demeurant, n'aurait pas manqué d'apparaître comme une spoliation brutale aux dépens des autres communautés. La stratégie du pouvoir va donc s'orienter vers une démarche plus subtile et plus lente afin de rendre ce transfert à la fois acceptable, inévitable et difficilement réversible. Dans l'État syrien militarisé, l'étatisation de l'économie s'analyse fréquemment en un placement des entreprises sous tutelle de l'armée et de ses cadres d'active et de réserve où prédomine maintenant l'élément alaouite. Peu à peu, avec plus ou moins de bonheur, ces officiers vont s'initier à l'administration, à la gestion, à l'animation des réseaux de commerce et d'entreprise. Considérés du strict point de vue de l'efficacité, les résultats initiaux de cet apprentissage ne sont guère encourageants. L'économie syrienne sombre dans la gabegie et dans la crise dont les effets sont à peine relativisés par un afflux conséquent de l'aide spontanée ou provoquée par des moyens divers, dont la violence directe ou indirecte n'est pas exclue, des pétromonarchies, surtout après le conflit israélo-arabe de 1973, puis par la mise en coupe réglée et le pillage du Liban. Il n'empêche que l'injection de ces capitaux va stimuler la prise de contrôle de l'économie nationale par certaines élites de la communauté. Principalement destinés à soutenir l'effort de guerre, ils profitent naturellement aux réseaux de commandement de l'institution militaire. C'est ainsi, par exemple, qu'une partie importante du secteur des travaux publics passe sous la coupe de Rifaat

---

<sup>19</sup> Selon une évaluation de 1975 (Chatelus, 1980:341): Industries extractives (100%), énergie (100%), industrie (67%), transports (57%), services (48%), commerce (33%). La part du public n'est négligeable que dans les domaines de l'agriculture et la construction laissées à l'initiative privée mais où intervient un secteur coopératif de 20 à 25%.

el-Assad par le biais de Milihouse (*sharikat al-iskan al-'askari*), organisme chargé de construire et fournir des résidences privées aux cadres de l'armée. Il en va de même pour les matériaux de construction (Chafiq Fayyad), les coopératives militaires (Ali Souleïman), la conserverie alimentaire (Ali Haydar), les céréales et hydrocarbures (famille du Président), etc... L'afflux de capitaux sans contrepartie économique joint à un fonctionnement de pénurie anarchique est évidemment générateur de marché noir. Le fonctionnement de cette économie souterraine associé aux contraintes d'une bureaucratie tatillonne contribue à un nouvel affaiblissement de la bourgeoisie urbaine, sunnite et chrétienne, qui n'a plus d'autre choix que de céder ses affaires à bas prix aux responsables en place détenteurs de capitaux ou à se chercher parmi eux un associé et protecteur influent.

En une vingtaine d'années, de 1973 à 1993, les dirigeants alaouites ont ainsi réussi à opérer le transfert à leur profit de la richesse nationale qu'ils gèrent soit directement, soit le plus souvent par l'entremise de leurs enfants, envoyés entre-temps dans les meilleures écoles d'Occident, ou d'associés sunnites, alaouites ou chrétiens choisis en marge de l'establishment traditionnel (Osman Aïdi, Saëb Nahas, Abderrahmane Attar, Badreddine Challah, Mohammad Haydar, etc...<sup>20</sup>), étroitement contrôlés et au besoin spectaculairement sacrificiables sur l'autel de la vertu quand les excès du régime mènent le pays au bord de la rupture. Certains d'entre eux ont fait des séjours de durée variable mais courte dans les cachots de Mezzeh. On retrouve là une constante du régime alaouite qui consiste dans tous les domaines à projeter sur l'avant de la scène, surtout quand elle est problématique, un sunnite isolé et sous contrôle, chargé de jouer le rôle de "fusible" et d'endosser la responsabilité de la situation si elle tourne mal sans pouvoir en profiter si elle a des résultats bénéfiques. Quoi qu'il en soit, c'est dans un climat favorable aux intérêts des leaders de la communauté et avec un personnel entrepreneurial largement renouvelé à leur profit que le pouvoir peut décréter dès la fin des années 80 une ouverture économique (*infītah*) destinée à maximiser les revenus du capital national géré par l'État au nom des principes d'une idéologie socialisante et placé au meilleur prix sous la tutelle de ses ayants droit familiaux, tribaux et clientélistes (Picard, 1984:265-266 et 1994:222-228).

Le contrôle de la société ne se borne d'ailleurs pas à une mainmise sur les institutions publiques ou privées du pays mais se manifeste également par un aménagement et une occupation physique du territoire. Dès 1973, les schémas de développement et d'équipement témoignent d'efforts particuliers et importants dans le nord-ouest du pays. Cette démarche pouvait paraître légitime dans la mesure où la région avait été pendant longtemps négligée ; mais il apparaît rapidement que les investissements consentis et les projets réalisés dépassent sensiblement les inégalités antérieures (Hinnebusch, 1989:280) et les besoins locaux : modernisation et agrandissement des ports, densification du réseau de communications, édification d'une rocade autoroutière, création d'une université à Lattaquieh, implantations administratives, militaires, industrielles et commerciales diversifiées, le tout sans préjudice de la multiplication, jusque dans les moindres villages, de somptueuses résidences privées au profit des ayants droit du régime. Qualitativement et quantitativement, l'ensemble va très au-delà d'un simple désir communautaire de profiter au maximum de la rente de situation conférée par l'exercice du pouvoir et témoigne d'une volonté claire d'organiser le réduit et de le préparer à servir de base de repli susceptible de vivre de façon autonome au cas où les aléas de la conjoncture régionale viendraient à priver la communauté de son hégémonie sur l'ensemble syrien. Tout est fait, naturellement, pour ne pas avoir à en arriver là. Tirant parti d'un taux de croissance communautaire supérieur à celui des autres composantes du pays, le régime a favorisé un véritable quadrillage "utile" du pays par la multiplication d'implantations alaouites dans des zones stratégiques pour la minorité. Ainsi les villes côtières, vitales pour le "réduit", encore majoritairement peuplées de Sunnites en 1970, sont en voie "d'alaouitisation" rapide (en 1990 :

---

<sup>20</sup> Sur ces plus ou moins nouveaux venus du paysage des entrepreneurs syriens, voir les "fiches de personnalité" établies par Bahout (1994:38-58).

70% d'Alaouites à Tartous, 65% à Banyas et Jeblé, 55% à Lattaquieh)<sup>21</sup>. Un effort particulier a été consenti, avec une volonté socio-politique relevée par Hinnebusch (1989:222-232), pour intensifier les opérations d'aménagement du bassin de l'Oronte (*Ghab*), riche région agricole encore améliorée par un ambitieux programme d'irrigation au pied de la montagne alaouite. D'autres implantations témoignent d'un souci de s'assurer le contrôle d'axes vitaux en territoire sunnite. Ainsi la ville centrale de Homs, située au carrefour des deux grands axes nord-sud (Damas-Alep) et est-ouest (Palmyre-Tartous) du pays, qui commande à la fois les communications routières, les grands oléoducs et le haut cours de l'Oronte (barrage de Rastan), est aujourd'hui peuplée pour moitié d'Alaouites. A Damas, près de 200000 Alaouites se sont installés aux portes de la ville dont ils commandent maintenant de facto les accès, à l'ouest vers Beyrouth (Vallée du Barada, Qura al Assad), au nord vers Alep (Douma), au sud sur la route de Amman, vers la zone druze et la frontière jordanienne, sur la route de Jeramana vers l'aéroport international, enfin dans la banlieue de Mezzeh où résident nombre de dignitaires du régime. L'implantation ne s'est pas limitée au territoire syrien et a gagné également le Liban où ont été installés plusieurs dizaines de milliers d'Alaouites originaires de Turquie (*Ahl ul-Haqq*, "peuple du droit", Alaouites spoliés par la cession du Sandjak, en provenance d'Alexandrette et de Cilicie, donc majoritairement de la confédération du Président). Essentiellement établies au nord du Liban (environs de Tripoli, plaine du Koura), ces implantations paraissent obéir à un triple objectif : contrôler la capitale sunnite du nord-Liban, donner aux Alaouites une place dans le système institutionnel communautaire libanais où ils sont maintenant officiellement représentés<sup>22</sup>, assurer une continuité entre la zone alaouite de Syrie et la zone chrétienne du Liban et au delà avec l'ensemble minoritaire de la côte levantine (Druzes, Chiïtes libanais, Juifs) dont les Alaouites étaient encore coupés par "l'axe sunnite" Homs-Tripoli.

On pourrait, si on les examine isolément et dans leur contexte spécifique, considérer que chacun de ces éléments de domination ou de contrôle des institutions de l'État, de la société et du territoire est le résultat inévitable ou accidentel d'une conjonction de données où la logique communautaire est très marginale, voire non significative par rapport à bien d'autres (Perthes, 1992:105-113 ; Devlin, 1976:319-320 ; Drysdale, 1981:27 ; Sadowsky, 1988:168 ; van Dusen, 1975:136 ; etc...). Le fait de prendre du recul, de remettre les événements en perspective et de les considérer dans leur globalité conduit cependant en général à réévaluer l'influence de la logique communautaire, soit pour s'interroger sur sa portée effective (Picard, 1991:71-84), soit pour la réaffirmer avec plus ou moins de vigueur (Pipes, 1989:429-450 ; Landis, 1993:143-151 ; Tibi, 1990:129 ; etc...). Pour l'auteur, dont le seul objectif ici est d'apporter un témoignage de terrain à l'appréciation des experts, il peut être intéressant d'évaluer la manière dont les changements sont perçus par ceux qui les vivent et le regard qu'ils portent sur eux-mêmes puisque c'est en fonction de ces éléments qu'ils réagissent. Or il apparaît qu'à l'aube des années 90 l'ensemble du système de références socio-politiques de la Syrie est perçu comme s'étant largement inversé, justifiant les pires craintes exprimées au milieu des années 60 par les plus pessimistes des observateurs de la bourgeoisie sunnite<sup>23</sup>. Cette inversion paraît d'autant mieux établie qu'elle n'a pas été le résultat d'une spoliation brutale qui pourrait être dénoncée mais d'un lent transfert des biens s'organisant en parallèle avec un transfert des compétences qui modifiait progressivement, sans les détruire ni les charger de contentieux insolubles, les équilibres internes de la communauté et les rapports de celle-ci aux autres communautés. C'est dans la gestion quotidienne et discrète de ces rapports et de ces équilibres qu'apparaît le savoir-faire politique de Hafez el-Assad mais aussi la détermination et la cohésion de la minorité qui l'a accompagné au pouvoir.

<sup>21</sup> Approximations grossières tirées de l'analyse patronymique des listes électorales en 1990.

<sup>22</sup> Ils occupent de droit deux sièges dans le Parlement formé en 1992.

<sup>23</sup> En 1966, un homme d'affaires damascain, émigré depuis, nous confiait déjà cette appréhension de l'establishment sunnite : "Si nous continuons ainsi, nous serons gouvernés dans dix ans par les fils de nos bonnes."

## Les cercles du pouvoir, la tribu dans l'État

Dans son remarquable ouvrage d'initiation à la Syrie d'aujourd'hui, Le Gac (1991) relève que Hafez el-Assad a une personnalité, une stature et des ambitions qui dépassent largement sa communauté et même le cadre syrien et qu'il n'est nullement obsédé par la question confessionnelle alaouite comme ne cessent de le répéter certains médias occidentaux et arabes ainsi que l'opposition syrienne. L'auteur en veut pour preuve que sa gestion a suscité des oppositions dans la communauté, qu'il n'a pas hésité à y "faire du ménage" jusqu'au sein de sa famille et que des Sunnites occupent certains des postes les plus élevés de l'État, y compris dans son environnement immédiat. Cette notation paraît à la fois fondée car il est bien exact que la personne et l'action du Président syrien le situent très au-delà de la seule gestion communautaire qui n'est qu'un aspect de son oeuvre, mais elle est aussi partielle en ce sens que toute la politique de l'État, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, est sous-tendue par la protection et la promotion des intérêts communautaires et s'articule en fonction d'obligations et de rapports interpersonnels où l'appartenance communautaire et tribale est un critère déterminant. L'action du Président dans ce domaine est d'ailleurs fortement corrélée à l'ensemble de sa politique. Il paraît bien établi, à travers toutes ses initiatives, que l'une des constantes de l'action de Hafez el-Assad en faveur des membres de sa communauté est d'assurer leur protection durable non pas en les dotant de pouvoirs et de privilèges exorbitants mais bien plutôt en leur permettant de se fondre dans un ensemble modernisé et intégré où les critères de distinction tribaux, confessionnels et culturels seraient effacés. Il lui a bien fallu, pour être à même de jeter les bases de cet ordre nouveau, s'assurer de la réalité du pouvoir en s'appuyant sur une masse de manoeuvre qu'il a voulue la plus large possible mais où, pour des raisons de fiabilité, de solidarité et de sécurité, l'élément communautaire alaouite domine de façon écrasante. De fait, il a mené jusqu'au milieu des années 80 une stratégie d'intense pénétration de l'appareil d'État par les élites alaouites pour en assurer un contrôle absolu et durable par la communauté. Ce n'est qu'une fois ce contrôle acquis, parfois au prix de violences intercommunautaires extrêmes qui ont culminé avec le massacre des cadets de l'école militaire d'Alep en 1979 et la sanglante expédition des brigades de défense contre la ville de Hama en 1982 <sup>24</sup>, qu'il a consenti à une sorte d'ouverture en éloignant les extrémistes de la communauté comme son frère et en autorisant des systèmes d'alliances extra-communautaires, y compris matrimoniales, auxquelles il est très attentif et qui requièrent son avis personnel.

Quoi qu'il en soit de cette "*infitah*" communautaire, le coeur du système demeure alaouite. Il serait évidemment vain, là comme ailleurs, de rechercher la réalité des réseaux de pouvoir dans l'organigramme officiel de l'État. Chacun peut constater que le pouvoir syrien est le pouvoir d'un homme seul et décroît en fonction de la distance qui l'en sépare. Il n'existe pas d'instrument scientifique à évaluer cette distance que, pourtant, tout le monde connaît intuitivement en Syrie. Un observateur étranger peut l'évaluer à la réaction des fonctionnaires d'autorité ou des agents des forces de sécurité auxquels il est confronté quasi quotidiennement et mesurer à quel point les allégeances personnelles l'emportent sur le respect des institutions. Une observation certes très empirique mais systématique menée depuis plus de vingt ans par l'auteur et s'apparentant à une sorte de "kremlinologie" <sup>25</sup> du pouvoir syrien fait ainsi ressortir que le Président s'est toujours entouré de trois cercles de familiers alaouites, chacun composé de trois

---

<sup>24</sup> Ces événements, comme bien d'autres qui ont marqué la période 1975-1985, trouvaient leurs racines dans diverses formes d'exaspération sociale (à Alep, ressentiment contre les privilèges accordés aux cadets alaouites par un encadrement soucieux de ne pas déplaire) ou économique (sous-développement de Hama dans l'ensemble syrien), mais, en raison de l'identité des victimes (alaouites à Alep, sunnites rigoristes à Hama), ils ont été intériorisés comme des affrontements communautaires avec les conséquences que cela implique.

<sup>25</sup> Voir en annexe 2 une tentative de classification des principaux acteurs de la vie publique syrienne en termes de pouvoir.

éléments, où sont respectés et entretenus de subtils équilibres et rivalités d'ordre tribal. Si le pouvoir et les privilèges des uns et des autres au sein de ces cercles peuvent être sujet à fluctuation relative, ils s'imposent néanmoins comme une évidence indiscutable vis-à-vis du reste de l'appareil d'État et de la collectivité nationale. Constitués dès 1970, ces cercles sont restés pratiquement inchangés depuis, les rares substitutions opérées s'étant faites au profit d'un élément très proche, présentant un profil familial et tribal aussi voisin que possible du partant.

Aujourd'hui, figurent dans le premier cercle les éléments de la proche famille du Président par le sang et par l'alliance et les membres les plus proches de son "clan" :

1/ Sa parentèle directe constituée d'abord par son fils Bashar, "héritier présomptif", qui a remplacé son frère Bassel tragiquement disparu dans un accident début 1994, et auquel son père consacre beaucoup de temps et d'énergie pour l'initier aux affaires publiques. Viennent ensuite ses frères, Rifaat (rétrogradé d'un cran au profit des fils du Président depuis le milieu des années 80) et Jamil, auxquels leurs excès d'affirmation communautaire, leur ostentation brutale de nouveaux riches et leurs comportements "mafieux" ont valu une image détestable. Le Président a privé l'un et l'autre de leurs moyens d'action militaire <sup>26</sup> mais ne les a nullement écartés de son entourage. Une certaine légende, apparemment née au Liban et complaisamment reprise en Occident, veut que le Président ait chassé son frère de Syrie parce que ce dernier aurait montré prématurément des ambitions successorales, puis que, sur son lit de mort, leur mère ait obtenu des "frères ennemis" la promesse d'un pardon et d'une réconciliation. Pour émouvante qu'elle soit, l'anecdote s'inscrit dans un vieux procédé qui consiste à valoriser le "bon" en démonisant le "méchant" et elle est peu crédible. Les activités de Rifaat et Jamil correspondent à un certain moment de la conquête du pouvoir par la communauté et de l'instauration de la prééminence du clan kalbiyyeh au sein des Alaouites. Ce moment est passé et le Président a mis en réserve les instruments qui lui ont servi à le franchir mais il n'a en aucun cas touché à leur statut, leur position, leurs privilèges et leurs affaires. Rifaat est toujours vice-Président de la République et Jamil vice-Président du Conseil communautaire des Alaouites (*Majles el-Milli*) qui est la plus haute instance temporelle de la communauté. L'un et l'autre, Rifaat à Damas et Jamil à Lattaquieh, conservent, avec la bénédiction présidentielle, suffisamment de visibilité pour rappeler à tous qu'ils pourraient reprendre du service au cas où des déséquilibres graves menaceraient la position des Alaouites en général et de leur tribu en particulier.

2/ Le second élément du premier cercle est constitué par la belle-famille du Président, le clan Makhlof, originaire de la région de Dreikish et appartenant à la confédération des Haddâdîn. Les Makhlof sont l'élément le plus discret de l'environnement du pouvoir dont ils sont à la fois un rempart et l'otage. Ils fournissent au Président une caution au sein des clans Haddâdîn qui n'ont, par tradition séculaire, guère de sympathie ni de respect pour les Kalbiyyeh, qui étaient relativement bien intégrés à la société civile syrienne et qui s'inquiètent des conséquences possibles de la politique communautaire des Assad. Ils constituent en particulier une ligne de défense contre le clan Omrane, solidement installé au sein du Conseil supérieur des Alaouites, qu'une vendetta oppose aux Assad depuis que le Président avait fait éliminer son compagnon et rival au sein du Comité militaire clandestin, Mohammed Omrane. D'une manière générale, par leur alliance avec la famille présidentielle jointe à leur prestige au sein de la communauté, les Makhlof jouent un rôle majeur dans le contrôle et l'apaisement des tensions intra-communautaires.

3/ Le troisième élément regroupe la quasi totalité du clan Kheir Bek de Laqba <sup>27</sup> dirigé par Mohammad Nassif. Général et chef de la puissante *Amn ad-dakhiliyya* (Sécurité intérieure et

---

<sup>26</sup> Rifaat el-Assad disposait des forces paramilitaires des "brigades de défense", équipées de moyens blindés et aéroportés. Jamil el-Assad avait constitué une milice privée fortement équipée connue sous le nom de "Communauté de Mourtada" (*Jama'at Mourtada*).

<sup>27</sup> Il s'agit exactement du clan Nassif Kheir Bek qui, bien qu'établi dans la région de Masyaf, se rattache à la confédération Kalbiyyeh. A ne pas confondre avec les Kheir Bek de Ayn Tineh près de Lattaquieh, également

contre-espionnage), Mohammad Nassif s'était vu en outre confier par le Président une sorte de rôle de mentor dans la formation de Bassel el-Assad aux affaires publiques. Son frère, Issam Nassif, est directeur de cabinet du ministre de la Défense, Mustafa Tlass, ce qui conduit à s'interroger sur l'indépendance accordée par le Président à ses collaborateurs sunnites, fussent-ils très proches de lui. Tous les neveux et cousins de la branche paternelle de Mohammad Nassif occupent à des titres divers des fonctions de responsabilité dans l'Armée, les services de sécurité ou des administrations sensibles. Mou'in Nassif, ancien responsable des Détachements de Défense, a épousé l'une des filles de Rifaat. Fouad Nassif est le chef de la section 225 de la sécurité intérieure, chargée des incontournables écoutes téléphoniques et du contrôle des communications radioélectriques. Ali Nassif est directeur adjoint de la sécurité extérieure. Safi Kheir Bek est directeur général de l'irrigation à l'office du bassin de l'Oronte, zone stratégique pour la communauté au pied du Djebel alaouite. Etc... Les Kheir Bek, clan nombreux et prestigieux chez les Kalbiyyeh, constituent pour la modeste famille Assad un parrainage puissant et utile au sein de la tribu auquel ils ajoutent l'avantage d'une tradition de relations séculaires avec leurs voisins Matawira.

Autour de ce premier cercle, que l'on pourrait qualifier d'intime, évolue un second cercle plus strictement militaire et sécuritaire où sont représentées, à travers des responsables reconnus et puissants qui les parrainent et les protègent, les composantes de la communauté qui ne sont attachées au Président ni par les liens familiaux ni par les liens tribaux :

1/ Ali Douba, de la confédération des Matawira, général de division et chef du service de renseignements de l'armée de terre, héritier de l'ancien "deuxième bureau" institué par le mandat, qui est le plus ancien et sans doute le plus puissant des services de renseignements en Syrie. Ali Douba passe pour avoir été pendant longtemps l'homme des Russes et des Allemands de l'Est et pour constituer un contrepoids communautaire à l'ascension de Hafez el-Assad et des Kalbiyyeh. Son rôle en matière de sécurité est indiscutable et confirmé par le fait qu'il est l'interlocuteur obligé avec l'étranger dans ce domaine ainsi qu'on a pu le constater dans les tractations sur les affaires d'otages au Liban ou de terrorisme international. Sur le plan intérieur, sa situation est beaucoup moins nette. Il est exact que le Président semble devoir composer avec lui sur divers dossiers et qu'il s'efforce, par différentes stratégies, de limiter son poids relatif dans l'appareil de pouvoir au point que certains observateurs ont cru voir en 1993 les signes de son déclin, voire de son limogeage prochain. Il ne s'agissait apparemment que d'un rééquilibrage au profit de l'autorité de Bassel dans l'appareil sécuritaire et Douba n'en demeure pas moins l'un des piliers du régime, associé aux plus hautes et aux plus délicates décisions. Il a apporté au Président l'appui de sa confédération dont les membres s'étaient engagés bien avant les Kalbiyyeh dans les circuits du pouvoir syrien ; au sein même des Matawira, son clan, opposé aux Jedid, constitue un élément de modération dans le contentieux qui oppose Hafez el-Assad aux ayants droit de la famille de Salah Jedid dont l'un des membres, Jaber, occupe le poste de secrétaire général du *Majles el-Milli* et dont la capacité de nuisance ne peut être négligée par le Président.

2/ Ibrahim Safi, membre des Khayyâtîn, général, actuellement commandant du contingent syrien au Liban et chef de la première division blindée stationnée à la sortie sud de Damas. C'est à cette division, instrument traditionnel des coups d'État avant 1973 quand elle n'était que la première brigade (voir supra note 13), qu'incombe la protection militaire extérieure et intérieure du pouvoir dans la capitale syrienne. Pour un observateur étranger, la disposition de l'artillerie de cette division a longtemps servi de baromètre de la situation politique. Au repos ou pointée vers le sud, elle indiquait une situation normale ou d'alerte face à Israël. Pointée vers le nord, elle était révélatrice de troubles internes ou de menace pour le régime, la densité des pièces, leur calibre et

---

Kalbiyyeh, qui s'étaient compromis avec l'occupant français et ont perdu à peu près toute influence dans la communauté.

leur hausse ne laissant aucun doute sur la volonté des responsables de "raser" la capitale s'ils devaient être contraints au départ <sup>28</sup>.

3/ Ali Haydar, de la confédération des Haddâdîn, général de division et chef des Forces spéciales (*Quwwat khassa*), unités de commandos d'élite de l'armée de terre d'une taille équivalente à celle d'une grosse division, disposant des plus puissants moyens blindés et aéroportés ainsi que de missiles sol-air et sol-sol. Presque exclusivement composées d'éléments alaouites, redoutables sur le plan extérieur, totalement dissuasives sur le plan intérieur, elles constituent, depuis la dissolution des unités de défense de Rifaat, la garde prétorienne institutionnelle du régime. A l'heure où ces lignes sont écrites <sup>29</sup>, Ali Haydar vient d'être limogé pour "insubordination militaire" et mis aux arrêts à son domicile. Le procédé est pour le moins étrange. A ce niveau "l'insubordination" ne peut être que rébellion, traduire un trouble grave du régime qui aurait dû rester caché et faire l'objet de mesures de répression extrêmes. En fait, le chef des Forces spéciales semble avoir fait les frais d'un rééquilibrage interne de l'équipe dirigeante sans qu'il y ait de fait réellement grave à lui reprocher. Ali Haydar faisait partie avec Ali Douba, Ali Aslan (voir infra) et Ali Saleh du groupe dit des "Aliyyin" qui avait marqué des réserves sur l'appropriation familiale du pouvoir par les Assad, s'était opposé violemment à Rifaat puis, de manière plus feutrée, à la promotion de Bassel. La nécessité de protéger la mise en place, encore fragile de son second fils Bashar, semble avoir conduit le Président à réduire dans son environnement le poids relatif des Aliyyin au profit de personnalités plus dévouées à ses intérêts personnels et de famille. Selon toutes probabilités, Ali Haydar devrait être remplacé dans le second cercle par Mohammad el-Khouli qui évoluait jusqu'alors dans le troisième cercle.

Le troisième cercle du pouvoir est en effet constitué de personnalités de confiance, très proches du Président, qui ne sont pas des personnalités de premier plan de la communauté ni de la vie politique ou militaire, mais qui occupent des fonctions clés d'exécution ou de médiation dans des domaines jugés primordiaux par le Président dans l'exécution de sa politique. Leur rôle paraît être de diluer et relativiser les tensions susceptibles d'apparaître entre les deux premiers cercles ou à l'intérieur de chacun d'eux :

1/ Ali Aslan, général et membre des Kalbiyyeh, est chef d'état-major adjoint de l'armée - où il assure donc le "marquage" du chef d'état-major général des armées (CEMGA) sunnite Hikmat Chehabi - et responsable des opérations. À ce poste, aucun mouvement de troupe ne peut se faire sans son autorisation et sans qu'il en soit informé. Il est l'un des plus proches collaborateurs de Hafez el-Assad.

2/ Ghazi Kanaan, Kalbiyyeh de Bhamra près de Kardaha, allié aux Assad pour avoir marié son fils avec une fille de Jamil el-Assad, est général de brigade et en charge de tous les aspects sécuritaires au sens large du dossier libanais qu'il traite sans intermédiaire avec le Président. Véritable proconsul de Syrie à Beyrouth, il régent la vie publique du Liban où plus rien ne se fait sans son autorisation ou au moins son avis.

3/ Mohammed el-Khouli, Haddâdîn, général d'aviation, chef de l'armée de l'air après en avoir longtemps commandé le service de renseignements, a été l'un des premiers collaborateurs et compagnons du Président dont il avait organisé le premier service de sécurité. Une longue amitié unit les deux hommes qui a parfois amené Khouli à se sacrifier et à accepter les apparences d'une demi-disgrâce quand les équilibres internes à l'armée ou les revers de prestige de l'aviation syrienne l'exigeaient. A l'occasion de sa probable accession au deuxième cercle, il devrait être remplacé dans le troisième par le général Brahim Howeiji, également Haddâdîn, qui lui a succédé à la tête du service de renseignements de l'aviation. Sans modifier les équilibres tribaux, puisque chaque membre d'une confédération est remplacé nombre pour nombre au même poste

---

<sup>28</sup> Lors de la guerre de 1973, à un observateur diplomatique français qui s'étonnait que la première division enterre ses chars aux portes de Damas et que l'armée syrienne n'exploite pas la profondeur stratégique du territoire syrien pour obliger les Israéliens à allonger démesurément leur lignes, Ibrahim Safi avait répondu : "Si nous [ lesAlaouites ] quittons Damas, vainqueurs ou vaincus nous ne pourrions pas y revenir"...

<sup>29</sup> Janvier 1995.



par un autre membre de la même confédération, ces "promotions" renforcent le poids relatif de l'armée de l'air - qui est somme toute la "seconde tribu" du Président à laquelle il est très attaché et qui, semble-t-il, le lui rend bien - ainsi que de ses services de sécurité face à une armée de terre plus hétéroclite, sans doute considérée comme globalement moins sûre et dont les services de sécurité commandés par Ali Douba pouvaient être ressentis comme pesant de façon excessive sur les options du chef de l'État.

### **Paravents et relais**

Au-delà seulement de ces trois cercles alaouites apparaît le premier cercle de pouvoir sunnite. Encore est-il constitué de collaborateurs éprouvés de longue date, qui ont donné en permanence tous les gages possibles de fidélité au Président, à sa famille et à sa communauté, ce qui n'empêche qu'ils sont placés, par des artifices divers, sous la surveillance et le contrôle étroit d'adjoints alaouites sûrs:

1/ Mustafa Tlass, Sunnite de Homs d'origine paysanne, ministre de la Défense a été compagnon du Président à l'Académie militaire et l'a suivi dans toutes ses entreprises. Bel homme, séducteur et séduisant, connu par son goût pour les jolies femmes et la littérature <sup>30</sup>, il arbore un éternel sourire qui lui a valu dans les états-majors le sobriquet peu flatteur de "la vache qui rit" <sup>31</sup>. Au delà de cet aspect folklorique, l'homme s'est montré un remarquable défenseur et illustrateur de la pensée de son peu loquace Président. Il a su concilier à la fois une alliance militaire avec l'Union soviétique, qu'il a fait financer par les pétromonarchies, avec des ouvertures raisonnées sur l'Occident. Contrairement aux dignitaires alaouites distants et sévèrement gardés, il a longtemps vécu à l'étage d'un immeuble bourgeois du quartier de Rawda à la porte duquel il recevait avec une imperturbable gentillesse les suppliques des quémandeurs d'interventions de tous ordres. Bref, il assume en conscience son rôle de paravent sunnite du régime, néanmoins assisté d'un directeur de cabinet alaouite.

2/ Hikmat Chehabi, chef d'état-major des armées, est également un vieux compagnon de route du Président. Personnage discret, voire secret dont peu de gens, jusqu'à une époque récente, pouvaient même dire à quoi il ressemblait, il est l'homme des missions de confiance avec l'occident, en particulier les Etats-Unis où il possède des attaches. Sa fonction semble être d'assumer, le jour venu, la responsabilité personnelle, engageant la communauté sunnite, de la signature d'un accord éventuel avec l'adversaire israélien. C'est probablement pourquoi son nom est régulièrement prononcé comme premier ministre potentiel à chaque fois que cette perspective prend quelque consistance. Il est également flanqué d'un adjoint alaouite en la personne de Ali Aslan.

3/ Abdul-Halim Khaddam, Sunnite de Damas, longtemps ministre des affaires étrangères puis vice-président de la République chargé des affaires extérieures <sup>32</sup>, est l'homme des dossiers extérieurs sensibles, en particulier des relations avec les pays arabes ou du tiers monde qui peuvent servir de contrepoids aux pressions de l'occident et de ses alliés régionaux. A ce titre son rôle dans l'affaire libanaise, en parallèle et parfois en concurrence avec celui de Ghazi Kanaan, est sensible à tel point que l'on s'évertue souvent à classer les rivalités internes de pouvoir à Beyrouth en termes d'allégeance à l'un ou à l'autre ou a y voir des indices d'une disgrâce prochaine, quoi que sans cesse différée, du vice-président. De fait Hafez el-Assad ne paraît pas

<sup>30</sup> Le général Tlass est propriétaire de la plus importante maison d'édition syrienne (Dar Tlass). On lui doit divers ouvrages de stratégie, une anthologie de la poésie arabe et, sous sa signature mais sous la plume d'un religieux chrétien érudit, une monumentale histoire de la guerre d'Algérie.

<sup>31</sup> Martelée pendant plusieurs années sous forme de ritournelle par RMC-Moyen Orient, la publicité en arabe pour la célèbre crème de gruyère française est devenue une référence usuelle chez les humoristes de la région...

<sup>32</sup> Lorsqu'il a dû exiler son frère dont les excès "communautaires" menaçaient la sécurité nationale, Hafez el-Assad a équilibré le poids des "Aliyyîn" en procédant à la création de trois vice-présidences confiées respectivement à Rifaat (affaires de sécurité), au Sunnite Khaddam (affaires extérieures), au Sunnite Zouhair Macharqa (affaires intérieures et parti Baath)

marquer de signes de sympathie particulière pour Khaddam auquel il semble préférer son plus jeune ministre des affaires étrangères, également Sunnite de Damas, Farouk al-Chareh. Mais il a besoin d'un Sunnite pour parler aux Sunnites et assumer la responsabilité interne et internationale d'un dialogue avec des régimes controversés. Il sait de plus pouvoir compter sur l'expérience et les qualités manoeuvrières du vice-président qui, en tout état de cause, lui doit tout et est lié au clan par le mariage de son fils aîné, Jamal, avec Hanan Kheir Bek, nièce de Mohammed Nassif.

La place et le traitement réservés aux plus hauts responsables sunnites du régime, fussent-ils considérés comme très proches du Président, éclairent crûment le côté utilitaire, précaire et révocable de leur rôle parfaitement illustré par la disgrâce puis la disparition de Naji Jamil, sunnite de Deir ez-Zor, pilote de chasse, général d'aviation, compagnon de la première heure, longtemps coordonnateur des services de sécurité et de renseignements, qui avait commis l'imprudence de penser qu'il pouvait, à tous ces titres, prétendre faire partie des premiers cercles du pouvoir <sup>33</sup>.

Dans cet édifice, les autres communautés minoritaires (Chrétiens, Druzes) occupent une place à part. Étroitement associés au pouvoir qui exploite leur savoir-faire, leurs réseaux de solidarités communautaires et les fait bénéficier de nombreuses faveurs, ils n'apparaissent cependant pratiquement pas dans le champ visible du politique. Fidèle à sa stratégie, le Président n'entend pas se révéler comme le défenseur, voire le promoteur ou le fédérateur des intérêts minoritaires face à la majorité musulmane locale et régionale avec laquelle il doit composer. Le soutien apporté en 1976 aux Chrétiens libanais par l'armée syrienne, alors qu'il ne s'agissait que de briser le fer de lance palestinien des Sunnites de Beyrouth, a été immédiatement interprété dans le monde arabe comme le début de l'exécution d'un "complot" visant à livrer le Levant à une gestion par ses minorités, Israéliens compris, comme le prélude à un *taqsim* généralisé de la région sur une base confessionnelle qui légitimerait l'existence de l'État d'Israël selon un plan machiavéliquement ourdi à Washington par le Secrétaire d'État Henry Kissinger. Ce type d'amalgame est bien évidemment le dernier danger auquel les responsables alaouites entendent s'exposer et leur posture à l'égard des élites des autres communautés minoritaires est en permanence fonction de cette attitude. Si certains Chrétiens et, dans une moindre mesure, des Druzes, sont souvent les plus proches conseillers ou collaborateurs des grands responsables alaouites y compris du Président, ils exercent leur ministère dans l'ombre, se manifestent rarement personnellement et n'apparaissent guère au public. Ainsi, et à titre d'exemple, Joseph Sansil, chef de cabinet de Rifaat el-Assad, n'a très longtemps été connu que sous le pseudonyme incolore de Abou ez-Zouz auquel il répondait au trop fameux numéro de téléphone 333 333 à Damas qui correspondait au siège des *Fursan*, la milice du frère du Président.

### **La communauté à l'épreuve du pouvoir, perspectives**

Établie en moins d'une génération, cette prééminence des Alaouites dans l'État n'est évidemment pas sans conséquences ni altérations sur la communauté elle-même dont les structures et les valeurs jusque-là préservées par l'isolement doivent épouser des contours nouveaux.

L'architecture communautaire et tribale relue par le Président syrien lui a incontestablement permis de conquérir le pouvoir puis de s'y maintenir dans un espace politique traditionnellement agité et frondeur. L'édifice repose cependant sur des pratiques d'alliances et de clientélisme qui ont tendance à gommer les structures internes de la communauté alaouite et à estomper ses limites avec celles des autres communautés qui composent l'ensemble syrien. Perceptible dès la première génération des dirigeants alaouites, cette tendance éclate avec la deuxième génération. Elle s'analyse en la constitution de réseaux familiaux, de pouvoir et

---

<sup>33</sup> Limogé en 1978, placé en résidence surveillée en 1979, Naji Jamil a été jugé à huis-clos par une cour martiale, condamné à mort et fusillé

d'affaires transversaux aux segmentations tribales et communautaires traditionnelles de la société syrienne. Si l'exogamie n'était ni inconnue ni prohibée dans les tribus alaouites, elle demeurait, essentiellement pour des raisons de mobilité géographique, relativement limitée, souvent réservée à l'intérieur de la communauté et n'était pas, en tout état de cause, fondatrice de droits ou d'obligations particulières pour les alliés. L'accession du clan Assad au pouvoir et au quasi monopole des rentes qui y sont liées a bouleversé cet état de fait. Afin d'asseoir ce pouvoir acquis par un mélange savant de violence et de ruse mais rendu précaire par le statut mineur du clan même au sein de sa tribu et de sa communauté, la famille Assad a entrepris de troquer des éléments de liberté et de prospérité, dont elle se trouvait accidentellement détentrice par son contrôle de l'État, contre des éléments de reconnaissance de légitimité, l'échange étant formalisé par des contrats, qu'ils soient matrimoniaux ou commerciaux.

Au delà de l'alliance initiale des Assad et des Makhlof consacrée par le mariage de Hafez el-Assad, un cas type d'établissement de liaisons transversales est fourni par son frère Rifaat, qui, contrairement au Président, a largement usé du droit à la polygamie pour établir son empire. La progression de son système d'alliances par cercles concentriques, au sein de la communauté d'abord, puis en milieu extra-communautaire est exemplaire. Après avoir épousé une de ses cousines de Kardaha, Amira, d'un an moins âgée que lui, il a également épousé une Makhlof (Sana), puis deux jeunes filles de l'establishment sunnite traditionnel, Raja Barakat, d'une famille de la haute bourgeoisie damascène et Line al-Khayyer, fille d'un général de la grande bourgeoisie de province. Le flambeau passe ensuite aux enfants dans une politique systématique d'alliance avec les clans les plus en vue et les tribus les plus prestigieuses. Ainsi sa fille Tamador épouse Mouin Nassif Kheir Bek aussitôt promu à un poste de haute responsabilité dans les brigades de défense et associé aux affaires de la famille. Tamadhin épouse un Makhlof pour consolider l'alliance au fil des générations ; son fils puîné, Moudar épouse une autre Haddâdîn, Maya Haydar, du clan du chef des forces spéciales, fille du nouveau et richissime "entrepreneur" Mohammad Haydar ; Lama épouse Ala Fayyad, Kalbiyyeh du clan du général Chafiq Fayyad, commandant de la troisième division blindée stationnée au nord de Damas puis de la garnison de Damas, parent, ami et confident du Président, que seul son état de santé empêche de participer aux premiers cercles du pouvoir. En affaires, Rifaat se montre moins crispé sur l'authenticité alaouite de sa famille et choisit ses partenaires dans toutes les communautés (Michel Merhej, Ahmad Diab, Mounzer Kassar, Nazir Hadaya, Nasreddin Nasser, Elias el-Lati, etc...) mais l'une des constantes de son action est de fidéliser ses associés en les compromettant dans des activités aux marges, souvent dépassées, de la légalité interne ou internationale. Ainsi se forme un nouveau clan dont le noyau familial central alaouite, élargi et intertribal ne correspond plus aux segmentations traditionnelles de la communauté, entouré d'un réseau fortement attaché de clientèle sunnite et chrétienne, groupe de nouveaux riches prédateurs, sans références dans l'establishment traditionnel qui apparaissent totalement "alaouitisés" dans la perception collective de la société syrienne.

Si le noyau familial des Assad (Hafez, Rifaat, Jamil) est demeuré assez purement alaouite, la plupart des autres membres de la nomenclature ont établi au travers de leurs enfants des systèmes d'alliance avec les autres communautés. Chafiq Fayyad, outre son fils Ala marié à une fille de Rifaat, a uni ses autres fils à des membres d'autres communautés, Marwan à Nada Nahas (chiite), Georges à Rania Boulad (chrétienne). De même Ali Haydar dont la fille Asma a épousé Samir Chehadé (chiite) et le fils Yasser a épousé Siham Fadel (sunnite). Ce mouvement de dilution de l'identité alaouite par des alliances exogamiques est accéléré par des modifications de comportement des élites nouvelles des autres communautés, en particulier des jeunes Sunnites. Tous ont compris que les Alaouites en mal de légitimité et de consensus cherchaient à élargir leur base, qu'une seule alliance alaouite suffisait à entraîner une intégration aux intérêts de la communauté et permettait de profiter des rentes de situation, de pouvoir et d'argent accaparées par cette communauté. La recherche d'un apparentement à une famille alaouite puissante est donc devenue une étape obligée du parcours social de la bourgeoisie des autres communautés. Si Abdul-Halim Khaddam a connu un parcours politique aussi remarquable

malgré le peu de sympathie que paraît lui témoigner le Président, il le doit peut-être autant à ses brillantes qualités qu'à une gestion habile du statut matrimonial de ses enfants puisque son fils aîné, Jamal, a épousé Hanan Kheir Bek, lui conciliant le clan le plus puissant des Kalbiyyeh, tandis que ses autres enfants s'alliaient aux noms les plus prestigieux de l'establishment sunnite<sup>34</sup>. Moustafa Tlass, plus proche du Président, n'a pas éprouvé le besoin de prendre des garanties matrimoniales du côté des Alaouites mais a pris soin d'associer ses fils aux affaires ou à la carrière des fils de la famille présidentielle ; ainsi Manaf Tlass était-il l'adjoint de Bassel dans la garde présidentielle et l'aîné, Firas, est en relations d'affaires étroites avec les fils de Rifaat.

Dès la seconde génération du pouvoir alaouite, les formes intérieures et les contours extérieurs de la communauté ont ainsi déjà perdu leurs articulations traditionnelles. Cette transformation paraît irréversible quel que soit l'avenir du pouvoir de la famille et de la communauté dominante. Chez les Alaouites, la notion de tribu, encore dominante dans les stratégies d'établissement de son autorité par Hafez el-Assad, disparaît au profit de deux concepts plus flous de famille élargie à un niveau de base et de spécificité nationale à un niveau supérieur. Jadis dominant, le rôle du *Majles el-Milli* des Alaouites semble maintenant réduit à un rôle très local de concertation des familles restées au pays. Les grands arbitrages et les grandes options de la communauté sont maintenant le fait du Président et de lui seul. Ses stratégies d'alliances et d'équilibres ont nivelé les différences historiques entre les diverses confédérations, les inégalités de statut entre les différentes tribus et leurs composantes, au point que le prestige dans la communauté ne se mesure plus en termes d'appartenance à tel ou tel clan historique mais en termes de plus ou moins grande proximité à la famille présidentielle. Or, par le jeu des alliances extérieures, ce concept de proximité n'est plus réservé aux seuls Alaouites de souche mais s'étend à tous les membres des autres communautés, de plus en plus nombreux, qui, sous une forme ou une autre, ont rallié l'ordre nouveau établi par Hafez el-Assad. Il en résulte que, même si les premiers cercles du pouvoir sont encore réservés à des Alaouites soigneusement triés par le Président, sa base politique tend à se diluer dans les différentes communautés dont les membres ont coupé les amarres avec leurs élites traditionnelles en voie de disparition, ruinées, dévaluées, privées sans doute définitivement de toute influence. L'inexistence d'une opposition réelle au régime syrien tient au moins autant à ce consensus flasque autour du rôle égalisateur et redistributeur du pouvoir qu'à l'efficacité redoutable de ses forces de sécurité. De fait, on est passé socialement d'une organisation défensive centrée sur l'appartenance tribale ancrée géographiquement à une organisation conquérante et offensive basée sur la capacité manoeuvrière de "parrains" habiles à gérer leur relation avec le reste du pays, voire de la région, et à instrumentaliser leur entourage. La notion de *'ashira*, solidarité clanique exclusive fondée sur la proximité familiale et les liens du sang dans une économie montagnarde fermée, laisse ainsi la place, sans en perdre les modèles de fonctionnement, à celle de *'asabiyya*, solidarité inclusive fondée sur le bénéfice fonctionnel que les membres peuvent apporter à la "bande" (*jama'a*) dans un contexte urbain et ouvert sur le monde <sup>35</sup>.

L'ensemble de ces données contribue à atténuer les divisions de la vie publique syrienne entre communautés antagonistes et à la recomposer autour d'un syncrétisme un peu confus où sont partagées un certain nombre de valeurs communes telles que la reconnaissance d'un monopole sur les affaires politiques, le renoncement systématique aux libertés publiques en échange d'avantages économiques, l'organisation clientéliste de la société, la légitimité de la violence à finalité politique ou économique, la révérence à l'égard de l'enrichissement rapide et de ses manifestations les plus voyantes. A ces valeurs plutôt négatives qui s'apparentent à celles d'une société pionnière construite par une minorité conquérante se juxtaposent des éléments plus positifs issus de l'interpénétration et de la fusion des constantes des différentes communautés :

<sup>34</sup> Son second fils, Jihad, a épousé Nimat Atassi, le troisième, Bassam, Nada Cheikh al-Ard, et sa fille, Rym, s'est mariée à Arfan Tarabichi.

<sup>35</sup> Voir à ce sujet les conclusions de Seurat (1989:166-170) sur l'*asabiya* de Bab Tebbané.

une certaine tolérance religieuse et sociale, un statut plus libéral de la femme, une grande curiosité et une grande ouverture à l'innovation et à l'étranger, une réelle admiration pour le savoir en particulier scientifique, une volonté de garder sa liberté de choix par rapport aux problèmes du monde arabe, etc...La corrélation entre le nivellement intra et extra-communautaire et l'intégration de valeurs médianes nouvelles contribue à donner d'elle-même à la société syrienne une image de spécificité qui renforce à la fois son nationalisme et sa fierté que le Président ne manque pas d'exploiter aux fins de sa gestion politique, de sa propre légitimation et de l'acceptation du rôle particulier de sa communauté tant qu'il subsistera pour elle, à l'échelon national ou régional, l'ombre d'une menace.

Mais cette construction savamment orchestrée dans le temps comporte aussi ses incertitudes. En brisant et nivelant les cadres internes de sa communauté pour instaurer son leadership personnel et en l'amenant à commencer à se diluer dans l'ensemble national, Hafez el-Assad la laisse sans ressort face à un éventuel retournement de situation. Si l'hypothèse du "bain de sang" (Picard, 1994:221) immédiat et vengeur paraît s'estomper à mesure que les intérêts des différentes communautés s'enchevêtrent, on voit mal quels leaders et quelles stratégies pourraient adopter les Alaouites au cas où une révolte sociale viendrait à contester victorieusement leur primauté politico-économique et celle de leurs clients des autres communautés. Un repli sur le "réduit" alaouite, même bien organisé, paraît illusoire tant les catégories internes de la communauté ont été bouleversées et tant le nombre de ses ayants droit a augmenté. D'autre part, la place prise par le Président dans la communauté au détriment de ses cadres traditionnels et de son organisation en entités claniques et tribales, sa vocation de chef transcommunautaire le laissent seul. De despote communautaire, Hafez el-Assad est devenu monarque césarien avec toutes les conséquences que cela implique, notamment en ce qui concerne la pérennité de son régime et donc sa succession. Ayant nivelé le pouvoir et le prestige des élites de sa communauté y compris dans son propre clan, voire sa propre famille, il leur a fermé les portes de sa succession. S'il devait remettre le jour venu sa charge à un leader de la communauté, celui-ci serait forcément contesté de l'intérieur. Un client fidèle extra-communautaire, supposé réaliser une fusion avec le reste de l'ensemble national, ne le serait pas moins. On imagine encore plus mal les effets d'une collégialité incertaine. À défaut de ces options problématiques qui ouvriraient d'insolubles contentieux sans doute violents, il se voit réduit à confier sa succession à quelqu'un qui emprunte de lui sa légitimité intra et extra-communautaire, en l'occurrence l'un de ses enfants selon les principes les plus surannés de la succession monarchique héréditaire par voie de primogéniture qui n'est pas précisément une donnée locale. Volonté ou hasard, le premier fils du Président s'appelait Bassel <sup>36</sup>, ce qui renvoie au concept de souverain et pontife de Byzance. Tragiquement disparu, il est remplacé dans sa fonction et son statut par son frère puîné, Bashar <sup>37</sup>, rappelé pour cette mission de Londres où il poursuivait des études scientifiques. Bashar, peu préparé à ce rôle, s'est montré d'emblée, et quoi qu'en disent certaines critiques, brillant, discret et opiniâtre. Il a cependant le défaut de sa jeunesse qui lui impose un délai de près de dix ans avant de pouvoir légalement postuler à la succession d'un père attentif à sa formation mais que l'on dit malade et fatigué. Par une étrange ironie de l'histoire, c'est le temps qui paraît maintenant manquer à cet homme qui était passé maître dans l'art de l'exploiter pour amener sa communauté à un pouvoir et une richesse qu'elle avait patiemment attendus pendant mille ans.

Alain CHOUET, Genève, Janvier 1995

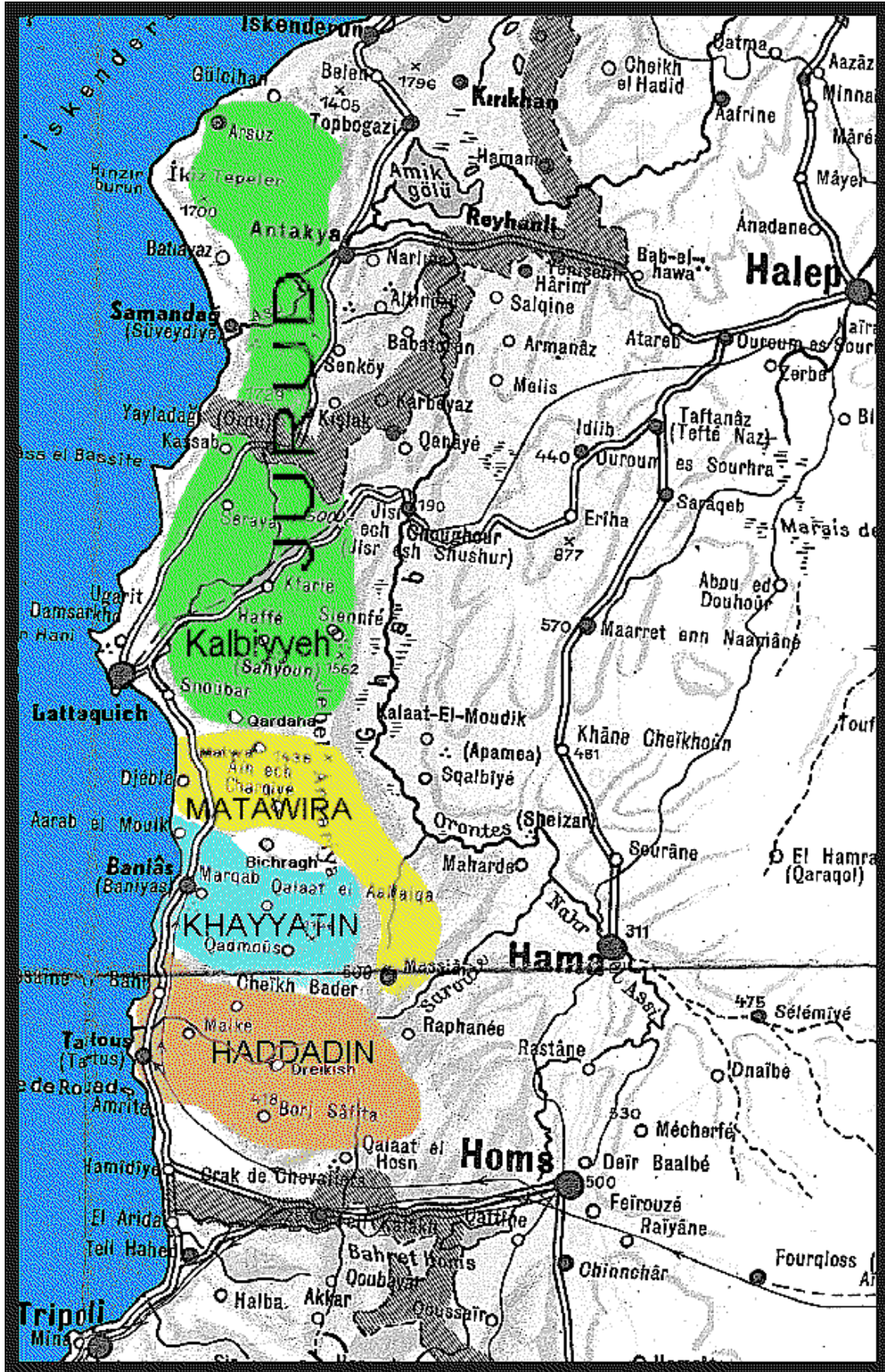
---

<sup>36</sup> Prénom ambigu dans la tradition alaouite qui renvoie aussi bien à l'arabe (selon les interprétations ce prénom pourrait venir de *badhil* = généreux ou de *basil* = courageux) qu'au gréco-byzantin "βασιλευς".

<sup>37</sup> Autre prénom ambigu. Bashar est tiré aussi bien de l'arabe (*bashshar* = porteur de la bonne nouvelle) que du turc ottoman où il désignait le grade le plus connu des unités de janissaires qui n'apportaient pas précisément de bonnes nouvelles lors de leurs expéditions levantines.

**ANNEXE 1**

Répartition territoriale traditionnelle des quatre grandes confédérations de tribus alaouites





**ÉLÉMENTS BIBLIOGRAPHIQUES**

BAHOUT J.

1994 "Les entrepreneurs syriens", Beyrouth, CERMOC.

CHATELUS M.

1980 "La croissance économique : mutation des structures et dynamisme du déséquilibre" in RAYMOND A. ed. "*La Syrie d'aujourd'hui*", Paris, CEROAC-CNRS, pp 225-272.

DEVLIN J.F.

1976 "The Ba'th Party: a history from its origins to 1966", Stanford, Hoover Institution Press.

DRYSDALE A.

1981 "The syrian political elites, 1966-1976 : a spatial and social analysis" in *Middle Eastern Studies*, XVII, 1.

1985 "The succession question in Syria", in *The Middle East Journal*, XXXIX, 2, pp. 246-257.

HINNEBUSCH R.A.

1989 "Peasant and bureaucracy in ba'thist Syria", Boulder, Westview.

1990 "Authoritarian power and state formation in ba'thist Syria", Boulder, Westview.

1993 "State and civil society in Syria" in *Middle East Journal*, XXXXVII, 2, pp. 243-257.

HOPWOOD D.

1988 "Syria 1945-1986, Politics and Society", Londres, Unwin Hyman.

KAMINSKY C.& KRUK S.

1987 "La Syrie : politiques et stratégies", Paris, PUF.

KHALAF S.

1993 "Cheikhs, paysans et membres du parti Ba'th : changements politiques en Syrie du nord" in BOCCO R., JAUBERT R. et MÉTRAL F. eds. "*Steppes d'Arabie*", Paris, PUF (Cahiers de l'IUED-Genève), pp.178-194.

KRAMER M.

1987 "Syria's Alawis and shi'ism" in KRAMER ed.. "*Shi'ism, Resistance and Revolution*", Boulder, Westview Press.

LANDIS J.

1993 "The political sociology of Syria reconsidered : a response to Volker Perthes", in *The Beirut Review*, 3, pp.143-151.

LE GAC D.

1991 "La Syrie du Général Assad", Paris, Editions Complexe.

LONGUENESSE E.

1980 "L'industrialisation et sa signification sociale" in RAYMOND A. ed. "*La Syrie d'aujourd'hui*", Paris, CEROAC-CNRS, pp. 327-358.

PALAZZOLI C.

1977 "La Syrie, le rêve et la rupture", 1977, Paris, Le Sycomore.

PERTHES V.

1992 "The political sociology of Syria: a bibliographical essay" in *The Beirut Review*, 4, pp.105-113.

PETRAN T.

1978 "Syria, a modern history", Londres, Ernest Benn.

PICARD E.

1984 "Espaces de référence et l'espace d'intervention du Mouvement Rectificatif au pouvoir en Syrie, 1970-1982", Thèse de 3<sup>o</sup> cycle, Université de Paris.

1991 "Critique de l'usage du concept d'ethnicité dans l'analyse des processus politiques dans le monde arabe", in *Etudes politiques du monde arabe*, Le Caire, CEDEJ. pp. 71-84.

1994 "Infatigable économique et transition démocratique en Syrie", in BOCCO R. et DJALILI M.R. eds. "*Moyen Orient : migrations, démocratisation, médiations*", Paris, PUF (Publications de l'IHEI de Genève), pp. 221 à 236.

PIPES D.

1989 "The alawi capture of power in Syria" in *Middle Eastern Studies*, XXV, 4, pp.429-450.

ROBERTS D.

1987 "The Ba'th and the creation of modern Syria", Londres, Croom Helm.

SADOWSKY Y.

1988 "Ba'thist ethics and the spirit of state capitalism : patronage and party in contemporary Syria" in CHELKOWSKI P.J. et PRANGER R. eds. "*Ideology and power in the Middle East*", Durham N.C., D.U.P.

SEALE P.

1988 "Assad, the struggle for the Middle East", Berkeley.



SEURAT M.

1980 "Les populations, l'État et la société" in RAYMOND A. ed. *"La Syrie d'aujourd'hui"*, Paris, CEROAC-CNRS, pp. 87-142.

1989 "L'État de barbarie", Paris, Esprit/Seuil.

SFEIR A.

1986 "La nomenclatura syrienne", *Les cahiers de l'orient* Paris, 4, pp. 233 à 245.

TIBI B.

1990 "The Simultaneity of the Unsimultaneous : Old tribes and imposed nation-states in the modern Middle East" in KHOURY P.L. et KOSTINER J. eds. *"Tribes and state formation in the Middle east"*, Berkeley, U.C.P.

VAN DAM N.

1981 "The struggle for power in Syria", Londres, Croom Helm.

VAN DUSEN M.

1975 "Syria : Downfall of a traditonal elite" in TACHAN F. ed. *"Political elites and political development in the Middle East"*, Cambridge, Scenkman Publishing.

WEULERSSE J.

1940 "Le pays des Alaouites", Damas, IFEAD.

DIRECTION NATIONALE DU PARTI BAAS

1972 "La lutte du Parti Baas arabe socialiste", Damas, Office arabe de documentation, (Traduction d'Antoine Guiné).